

Déclaration des partenaires de la protection de l'enfant

DAKAR (Sénégal), le 2 juin 2023 – Nous, acteurs de la protection de l'enfant, exprimons notre profonde préoccupation face aux risques de violences encourus par les enfants lors des événements socio-politiques et manifestations publiques au Sénégal.

Nous déplorons l'implication des enfants dans ces manifestations ayant déjà occasionné des décès – y compris des enfants. Les effets négatifs des remous socio-politiques peuvent entraîner la cessation de certains services sociaux de base comme l'éducation, et impacter sur la santé mentale des enfants et leur intégrité physique.

Nous encourageons les autorités nationales à assurer toutes les conditions nécessaires pour assurer la continuité pédagogique et permettre aux enfants de poursuivre leur apprentissage dans des espaces sûrs, dans la paix et dans la sécurité la plus totale.

Nous invitons les acteurs de tout bord, à bannir toute implication des enfants dans les manifestations publiques à risque de violence et appelons tous les acteurs socio-politiques, toutes les parties prenantes y compris les parents, à éviter que les enfants soient instrumentalisés ou se retrouvent dans des situations à risque.

Nous appelons les parents et l'ensemble des acteurs socio-politiques, à protéger les enfants et à tout mettre en œuvre pour éviter de les exposer lors de manifestations au risque de compromettre leur sécurité et leur vie. Nous rappelons l'importance pour les parents et tuteurs à dialoguer avec les enfants et à redoubler de vigilance à leur égard, pour les maintenir à l'écart des scènes de violence et des situations à risque pour leur protection et leur bien-être.

Nous plaidons pour la protection des enfants en toute circonstance, y compris durant les manifestations et situations de maintien de l'ordre et encourageons les autorités nationales à prendre toutes les mesures pour mobiliser activement les services de prévention et de prise en charge des enfants victimes ou témoins de violences, ainsi que les enfants et adolescents appréhendés dans le cadre ou en marge des manifestations. Nous invitons l'Etat à rechercher et sanctionner les auteurs des actes compromettant la sécurité et le bien-être des enfants et à veiller au respect de l'intérêt supérieur de l'enfant même dans les situations où ils sont appréhendés.

Nous encourageons les acteurs nationaux et locaux, les médias et les responsables communautaires, à multiplier les messages de sensibilisation en direction des familles sur l'importance de renforcer la surveillance et la sécurité de leurs enfants.

Nous réitérons notre engagement et notre disponibilité à accompagner les efforts de tous pour garantir l'effectivité de la protection et de la promotion des droits de l'enfant au Sénégal.

FIN

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Moussa Diop, Spécialiste de la Communication, +221 77 644 33 22, modiop@unicef.org,

UNICEF Senegal

Ibrahima Ngom, Spécialiste de la Communication, +221 70 309 00 97, ingom@childfund.org ChildFund Sénégal

Habibou Dia, Public Information Officer, +221766212540, habibou.dia@un.org, HCDH BRAO